

Pour une écologie rationnelle

La pétition qui propose d'assigner l'Etat français devant la justice pour qu'il respecte ses « engagements climatiques » porte en elle un mal qui dévore son noble objectif : l'idéologie.

par Gérald Bronner*

Une pétition lancée par quatre associations environnementalistes rencontre ces derniers jours un succès important : près de 2 millions de personnes ont signé ce texte qui propose d'assigner l'Etat français devant la justice pour qu'il respecte ses « engagements climatiques ». Ces associations ont raison de tirer la sonnette d'alarme sur un sujet qui nous angoisse mais semble en même temps nous laisser curieusement apathiques. Les raisons de cette apathie sont multiples, mais il se peut que ces vertueuses associations aient leur part de responsabilité. En effet, les alertes qu'elles émettent à tout propos ne favorisent pas la hiérarchie raisonnée des risques. Le problème est que l'arborescence de la peur qu'elles ont réussi à imposer fait surgir des propositions incompatibles entre elles et rend la défense de l'écologie irrationnelle. Si l'on prend au sérieux le risque climatique et son imminence à l'échelle de l'histoire des hommes, par exemple, faut-il vraiment demander, comme le fait cette pétition, d'abandonner le nucléaire ? Même si le débat est difficile, il est possible de se souvenir que cette énergie est l'une des plus vertueuses en matière d'émission de gaz à effet de serre. Le dernier rapport du Giec – auquel ces associations se réfèrent constamment – ne l'oublie pas, lui, puisque dans les quatre scénarios qu'il envisage pour limiter le réchauffement climatique il est toujours question d'une augmentation de la part du nucléaire dans le mix énergétique.

Cette pétition, pour noble que soit son objectif, paraît porter un mal qui dévore le combat écologique ; cette préoccupation

politique de premier ordre donne l'impression qu'elle est souvent défendue par des individus ayant un agenda idéologique qui ne paraît pas compatible avec l'intérêt général tel qu'il peut être compris rationnellement. Rationalité, le mot qui fâche est lâché ! Pourtant, c'est bien d'une écologie rationnelle que nous avons besoin, c'est-à-dire a minima d'un programme qui ne contienne pas de contradictions.

Pour aller au-delà de la seule question de cette pétition, il n'est pas certain que l'agriculture bio, si plébiscitée par cette écologie irrationnelle, soit favorable au climat ; c'est même le contraire qui semble vrai, si l'on en croit une récente étude de *Nature* sur la culture du petit pois. Il ne paraît pas non plus raisonnable de souhaiter une décentralisation énergétique et en même temps d'inciter à une méfiance sanitaire (parfaitement démentie par l'état de la science) envers les compteurs intelligents comme Linky en France. Perdus dans cette nébuleuse de l'écologie irrationnelle, nos concitoyens ne se rendent pas toujours compte qu'elle est traversée par des réseaux sectaires comme l'anthroposophie et se mettent à adorer des personnages tel Pierre Rabhi, proche de ces réseaux. Son salmigondis spiritualiste a convaincu nombre de nos politiques qui ont perdu la boussole qui devrait les guider dans une démocratie : la défense de la rationalité, notre bien le plus précieux. L'offre politique de l'écologie s'est piteusement engluée dans des récits idéologiques qui ont pour priorité de mettre à bas le monde tel que nous le connaissons plutôt que de sauver la planète. Dans leur désir passionné de faire advenir une autre société, les idéologues de la peur foulent aux pieds les connaissances scientifiques et attirent sans cesse notre attention sur de nouveaux risques : les vaccins, les ondes, le gluten..., sans se rendre compte qu'ils nous détournent de certains vrais enjeux. Ils nous laissent apeurés mais incapables de faire quoi que ce soit, si ce n'est peut-être de signer une pétition ■

* Sociologue. Dernier ouvrage paru : « Cabinet de curiosités sociales » (PUF).

Les alertes que ces associations émettent à tout propos ne favorisent pas la hiérarchie raisonnée des risques.